

Quand on touche à la vie privée, c'est la démocratie qui est menacée (1/3)

Une conférence d'Eben Moglen

Nous proposons aujourd'hui la première partie d'une longue conférence d'Eben Moglen qui envisage les révélations de Snowden dans une perspective historique pour montrer comment ont été dévoyés les principes démocratiques au profit de la surveillance généralisée, et comment au-delà de la vie privée individuelle de chacun c'est le fragile équilibre démocratique qui est menacé.

Source : le Guardian [Privacy under attack: the NSA files revealed new threats to democracy](#)

Traduction : Thérèse et fatalerrors (Geoffray Levasseur), audionuma, Diab, Paul, Omegax, lumi, Paul, Goofy

Attaques contre la vie privée : les fichiers de la NSA ont révélé de nouvelles menaces pour la démocratie



Grâce à Edward Snowden, nous savons que l'appareil de répression a été secrètement intégré à l'État démocratique. Cependant, notre lutte pour préserver notre vie privée est loin d'être sans espoir.

Dans la troisième partie de son *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, Edward Gibbon expose deux raisons pour lesquelles l'esclavage dans lequel avaient sombré les Romains sous le règne de l'empereur Auguste et de ses successeurs les avait laissés plus misérables qu'aucun autre peuple esclave avant eux. En premier lieu, Gibbon déclare que les Romains avaient emporté avec eux, dans l'esclavage, la culture des peuples libres – leur langue et leur conception d'eux-mêmes en tant qu'êtres humains postulaient la liberté. Et en conséquence, selon Gibbon, malgré le poids de la corruption et de la violence militaire, les Romains ont longtemps gardé les sentiments, ou du moins les idées, d'un peuple né libre. En second lieu, l'Empire romain s'est étendu au monde entier et quand cet empire est tombé entre les mains d'une seule personne, le monde était devenu une prison sûre et morne pour ses ennemis. Comme l'écrit Gibbon, résister était fatal et il était impossible de s'échapper.

Le pouvoir de cet Empire romain résidait dans le contrôle des communications par ceux qui gouvernaient. La mer Méditerranée

était leur lac. Et d'un bout à l'autre de leur empire, depuis l'Écosse jusqu'à la Syrie, ils ont tracé des voies qui quinze siècles plus tard étaient toujours les artères principales du transport européen. C'est par ces routes que l'empereur envoyait ses armées. Grâce à ces routes, les informations importantes remontaient jusqu'à lui. Les empereurs ont inventé les services de postes pour transporter messagers et dépêches à la plus grande vitesse possible.

En utilisant cette infrastructure pour tout ce qui impliquait l'administration du pouvoir, l'empereur avait fait en sorte de devenir l'être humain le mieux informé de toute l'histoire du monde.

Ce pouvoir avait éradiqué les libertés humaines. « Souviens-toi », dit Cicéron à Marcellus en exil, « où que tu sois, tu es à égale distance du pouvoir du conquérant. »

L'empire des États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, dépendait lui aussi du contrôle des communications. Ceci est devenu plus évident quand, à peine 20 ans plus tard, les États-Unis se sont enfermés dans un affrontement d'anéantissement nucléaire avec l'Union soviétique. Dans une guerre de sous-marins tapis dans l'ombre sous les continents, capables d'éradiquer toute civilisation humaine en moins d'une heure, la règle d'engagement était : « lancement sur alerte »

^[1]. En conséquence, les États-Unis ont donné au contrôle des communications une importance aussi grande que l'avait fait l'empereur Auguste. Leurs grandes oreilles avaient la même soif de tout savoir.

Nous savons tous que les États-Unis ont pendant des décennies dépensé autant pour leur puissance militaire que toutes les autres puissances mondiales réunies. Nous, les Américains, prenons maintenant conscience de ce qu'implique le fait d'avoir consacré à l'interception de signaux et au cassage de chiffrements une proportion de nos ressources équivalente à celle du reste du monde.

Le système d'écoute des États-Unis est constitué d'un commandement militaire qui contrôle une main-d'œuvre civile importante. Une telle structure suppose à priori que cette activité de renseignement a pour cible l'étranger. Le contrôle militaire était à la fois le symbole et la garantie de la nature de l'activité qui était engagée. Une surveillance à grande échelle du territoire national sous contrôle militaire aurait violé le principe fondamental du contrôle par les citoyens.

Il s'agissait donc au contraire d'un service de renseignement extérieur responsable devant le Président en tant que commandant en chef militaire. La chaîne de commandement militaire garantissait le respect absolu du principe fondamental qui était « pas d'écoute ici ». La frontière entre la patrie et l'étranger séparait ce qui est anticonstitutionnel de ce qui est autorisé.

La distinction entre patrie et étranger était au moins crédible techniquement, étant donné la réalité des médias de communication du 20^e siècle, qui étaient organisés hiérarchiquement et très souvent contrôlés par les États. Quand les services gouvernementaux des États-Unis choisissaient d'écouter les autres gouvernements étrangers – leurs forces armées, leurs communications diplomatiques et leurs hommes politiques partout où c'était possible – ils écoutaient dans un monde de cibles définies. Les principes de bases étaient : pénétre, enregistre et vole. Nous avons écouté, nous nous sommes introduits partout, nous avons fait du troc, nous avons volé.

Au début nous écoutions les forces armées et leurs gouvernements. Plus tard nous avons surveillé les flux des marchés internationaux pour peu que les intérêts de la sécurité nationale des États-Unis aient été engagés.

Le régime que nous avons construit pour nous défendre de

l'anéantissement nucléaire fut restructuré à la fin du 20^e siècle. En premier lieu, la guerre froide a touché à sa fin et l'Union soviétique a été dissoute. Une structure toute entière de sécurité nationale s'est réorientée d'elle-même. Il n'était plus nécessaire de surveiller un empire pointant vingt-cinq mille armes nucléaires sur nous. Désormais nous devons surveiller la population du monde dans son ensemble afin de localiser quelque milliers de personnes fomentant diverses formes de massacres. Ainsi, nous dit-on, espionner des sociétés entières est devenu normal.

En second lieu, la nature des communications humaines a changé. Le système que nous avons construit s'attaquait à des cibles définies : un branchement, un numéro de téléphone, une plaque d'immatriculation, une localisation géographique. La question au 20^e siècle était de savoir combien de cibles il était possible de suivre simultanément dans un monde où chacune nécessitait infiltration, écoute et interception. Mais ensuite on a commencé à mettre au point une nouvelle forme de communication humaine. À partir du moment où nous avons créé Internet, deux des hypothèses de base ont commencé à faire défaut : la simplicité du « une cible, un branchement » a disparu et la différence entre l'intérieur et l'extérieur du pays s'est, elle aussi, évanouie.

Cette distinction a disparu aux États-Unis parce que c'est là que réside, pour le meilleur et pour le pire, une grande partie du réseau et des services qui lui sont associés. Par conséquent, la question « Va-t-on écouter à l'intérieur de nos frontières ? » a été, semble-t-il, réduite à « Allons-nous écouter ou non ? ».

C'est alors que s'est manifestée une administration américaine d'une extrême imprudence. Elle avait pour caractéristique de ne pas réfléchir longtemps avant d'agir. Confrontée à une catastrophe nationale qui constituait également une opportunité politique ^[2], rien ne se dressait entre elle et

toutes les erreurs que l'empressement peut engendrer, et dont les enfants de ses enfants se repentiront à loisir. Ce qu'elle a fait – secrètement, avec l'assistance de juges choisis par un seul homme opérant en secret et avec la connivence de beaucoup de personnes honnêtes qui croyaient agir pour sauver la société – a été d'affranchir de la loi ceux qui nous écoutent.

Non seulement les circonstances avaient fait voler en éclats la simplicité de la règle « pas d'écoute à l'intérieur », non seulement les magouilles autour de la FISA ^[3] avaient amené cette administration dans une situation où aucune loi ne lui fournissait de points de repères utiles, mais de plus elle avait la ferme intention de le faire. Sa vision de la nature du pouvoir humain était « augustienne » à défaut d'être auguste ^[4]. L'administration désirait ce dont les personnes censées n'ont pas le droit de prendre la responsabilité. Et ainsi elle a failli et nous avons failli avec elle.

Nos grandes oreilles militaires ont envahi le cœur d'un Internet en pleine évolution

Nos journalistes ont failli. Le New York Times a laissé les élections de 2004 se dérouler sans rien révéler de ce qu'il savait sur les écoutes. Cette décision d'autocensure fut, comme tout type de censure ou d'autocensure, une blessure mortelle infligée à la démocratie. Nous, le peuple, n'avons pas exigé que soit mis un terme à tout cela dès le début. Or, à présent, nous en sommes déjà bien loin.

Nos grandes oreilles militaires ont envahi le cœur d'un Internet en pleine évolution, où des supercerveaux numériques bons pour le service militaire recueillent du renseignement sur la race humaine pour des raisons triviales et au nom du capitalisme. Aux USA, les sociétés de télécommunication jouissent de l'immunité juridique pour leur complicité, leur permettant d'aller encore plus loin.

L'invasion de notre réseau a été secrète et nous n'avons pas compris que nous devions résister. Mais la résistance est apparue telle une cinquième colonne au sein des grandes oreilles elles-mêmes. À Hong Kong, Edward Snowden a déclaré quelque chose de simple et d'utile : les analystes, a-t-il dit, ne sont pas des gens malintentionnés et ils ne veulent pas se considérer comme tels. Mais ils en sont arrivés à conclure que si un programme produit quoi que ce soit d'utile, il est justifié. Ce n'était pas le boulot des analystes d'évaluer l'éthique fondamentale du système à notre place.

En démocratie, cette tâche est confiée par le peuple aux dirigeants qu'il élit. Ces dirigeants ont failli – tout comme nous – parce qu'ils ont refusé d'adhérer à l'éthique de la liberté. Le personnel civil des agences fédérales est le premier à avoir ressenti cette défaillance. Depuis le milieu de la dernière décennie, des gens ont commencé à tirer la sonnette d'alarme à tous les niveaux. Ces employés courageux ont sacrifié leur carrière, effrayé leur famille et parfois souffert personnellement de persécutions, pour avoir dévoilé qu'il existait quelque chose de profondément mauvais. La réponse a été le règne par la peur. Deux administrations successives des États-Unis ont cherché à régler la question des lanceurs d'alerte parmi les « grandes oreilles » en leur réservant le traitement le plus impitoyable possible.

Snowden a dit à Hong Kong qu'il se sacrifiait afin de sauver le monde d'un tel système, qui « n'est contraint que par la réglementation ». Les idées politiques de Snowden méritent notre respect et notre profonde considération. Mais pour l'instant il me suffira de dire qu'il n'exagérerait pas sur la nature des difficultés. Grâce à Snowden, nous avons appris que ceux qui écoutent ont entrepris de faire ce qu'ils ont sans cesse répété à l'opinion respectable des experts qu'ils ne feraient jamais. Ils ont toujours prétendu qu'ils n'essaieraient pas de casser le chiffrement qui sécurise le système financier mondial. C'était faux. Quand Snowden a

révélé l'existence du programme *Bullrun* de la NSA, nous avons appris que l'agence avait menti pendant des années à ces financiers qui croient avoir droit à la vérité de la part du gouvernement qui leur appartient. La NSA n'avait pas seulement subverti des standards techniques en tentant de casser le chiffrement qui est la clé de voûte de l'industrie mondiale de la finance, elle avait aussi volé les clés d'autant de « coffres-forts » que possible. Avec cette révélation, la NSA a perdu la respectabilité qu'elle avait dans le monde entier. Leur inconscience dans la mise en danger de ceux qui n'acceptent pas les dangers émanant du gouvernement des États-Unis était à couper le souffle.

...ces dix dernières années, après la mise au rencart de l'éthique de la liberté, l'État a commencé à ancrer des procédés totalitaires dans la substance même de la démocratie.

L'empire des États-Unis était l'empire de la liberté exportée. Ce qu'il avait à offrir au monde entier c'était la liberté et l'indépendance. Après la colonisation, après les vols commis par l'Europe, après les diverses incarnations de l'horreur d'origine étatique, il promettait un monde libéré de l'oppression de l'État. Au siècle dernier, nous étions prêts à sacrifier nombre des plus grandes villes du monde et à accepter le sacrifice de dizaines de millions de vies humaines. C'était le prix à payer pour écraser des régimes que nous appelions « totalitaires », dans lesquels l'État devenait si puissant et si invasif qu'il ne reconnaissait plus aucune des limites de la sphère privée. Nous avons combattu désespérément jusqu'à la mort des systèmes dans lesquels l'État écoutait chaque conversation téléphonique et conservait la liste de toutes les personnes en relation avec chaque fauteur de trouble. Mais ces dix dernières années, après la mise au rencart de l'éthique de la liberté, l'État a commencé à ancrer des procédés totalitaires dans la substance même de la démocratie.

Proclamer que les procédés du totalitarisme sont compatibles avec le système de l'autogouvernance éclairée, individuelle et démocratique est sans précédent dans l'histoire. Un tel raisonnement devrait être voué à l'échec. Il devrait suffire de lui objecter que l'omniprésence d'écoutes invasives engendre la peur, et que cette peur est l'ennemie de la liberté raisonnée et organisée. Tenter d'ancrer des procédés totalitaristes au sein de l'autogouvernance constitutionnelle des États-Unis est en totale contradiction avec l'idéal américain. Mais il y a une incohérence encore plus profonde entre ces idéaux et le fait de soumettre à une surveillance de masse chacune des autres sociétés de la planète. Certains des serviteurs du système ont finalement compris que tout ceci était mis en place, non pas avec, mais contre l'ordre démocratique. Ils savaient que les amarres de leurs vaisseaux avaient été larguées dans le noir et sans drapeau. Quand ils ont lancé l'alerte, le système a lancé ses alertes en retour. Finalement – du moins à ce jour, et jusqu'à nouvel ordre – il y a eu Snowden, qui a vu tout ce qui se passait et observé le sort de ceux qui se sont mis à parler.

Il a compris, comme Chelsea Manning l'a aussi toujours compris, que lorsque vous portez l'uniforme, vous consentez au pouvoir. Il connaissait très bien son affaire. Tout jeune qu'il était, il a déclaré à Hong Kong : « J'ai été un espion toute ma vie. » Et il a fait ce qui demande un grand courage, lorsqu'on est en présence de ce qu'on croit être une injustice radicale. Il n'était pas le premier, il ne sera pas le dernier, mais il a sacrifié l'existence qu'il connaissait pour nous dire les choses que nous avons besoin de savoir. Snowden s'est rendu coupable d'espionnage pour le compte de la race humaine. Il en connaissait le prix, il savait pourquoi. Mais comme il l'a dit, seul le peuple des États-Unis pourra décider, au travers de sa réponse, si le sacrifice de sa vie en valait la peine. Aussi est-il de la plus haute importance que nous fassions l'effort de comprendre ce message : comprendre son contexte, son propos et sa signification, et

tirer les conséquences concrètes du fait d'en avoir eu communication. Et même une fois que nous aurons compris, il sera difficile de juger Snowden, parce qu'il y a toujours beaucoup à dire d'un côté comme de l'autre lorsque quelqu'un a entièrement raison trop tôt.

Aux États-Unis, ceux qui furent des « antifascistes précoces »^[5] ont souffert. Il n'était bon d'avoir raison que lorsque tous les autres avaient raison. Il était malvenu d'avoir raison quand seuls ceux que nous désapprouvions avaient un point de vue que nous adopterions nous-mêmes plus tard.

nous devons commencer par écarter, pour nos besoins immédiats, à peu près tout ce qu'ont dit les présidents, premiers ministres, chanceliers et sénateurs. Les discours publics de ces « leaders » constituent un catalogue remarquable de manipulations, de tromperies et de complets mensonges.

Snowden a été parfaitement précis. Il connaît son affaire. Il a été pour nous l'espion des injustices et nous a dit ce qu'il fallait pour que nous fassions ce travail et que nous le fassions bien. Et s'il est une responsabilité que nous avons, c'est celle d'apprendre, maintenant, avant que quelqu'un ne conclue qu'apprendre doit être interdit. En réfléchissant à la signification politique du message de Snowden et à ses conséquences, nous devons commencer par écarter, pour nos besoins immédiats, à peu près tout ce qu'ont dit les présidents, premiers ministres, chanceliers et sénateurs. Les discours publics de ces « leaders » constituent un catalogue remarquable de manipulations, de tromperies et de complets mensonges. Nous devons plutôt nous concentrer sur la pensée qui sous-tend les actions menées par Snowden. Ce qui importe le plus maintenant, c'est de savoir dans quelle mesure l'ensemble de la race humaine a été piégée dans ce système de surveillance envahissant.

Nous commencerons là où les dirigeants sont déterminés à ne pas s'arrêter, en nous demandant si une forme quelconque de gouvernement autonome démocratique, où que ce soit, est compatible avec ce type de surveillance massive et envahissante dans laquelle le gouvernement des États-Unis a entraîné non seulement son peuple, mais aussi le monde entier. En fait, ce ne devrait pas être une enquête compliquée.

L'anonymat est nécessaire à la conduite d'une politique démocratique. Non seulement nous devons pouvoir choisir avec qui nous discutons de politique, mais nous devons aussi être capables de nous protéger des représailles contre l'expression de nos idées politiques.

Pour quiconque vivait au 20^e siècle, du moins en son milieu, il était évident que la liberté ne pouvait pas être compatible avec des procédés totalitaires. Ainsi, quand on observe les réactions aux révélations de Snowden, on voit que l'invasion massive de la vie privée déclenche une anxiété justifiée sur le sort de la liberté parmi les survivants du totalitarisme. Pour comprendre pourquoi, nous devons comprendre plus précisément ce que notre conception de la « vie privée » implique vraiment. Notre conception de la vie privée combine trois éléments. Le premier est la confidentialité, la possibilité que le contenu de nos messages ne soit connu que de ceux auxquels ils sont destinés. Le deuxième est l'anonymat, c'est-à-dire le secret sur qui envoie ou reçoit les messages, quand bien même le contenu n'en serait absolument pas confidentiel. Il est très important que l'anonymat soit une préoccupation que nous puissions avoir, à la fois lorsque nous publions et lorsque nous lisons. Le troisième est l'autonomie, notre capacité à libérer nos décisions de vie personnelle de toute force ayant violé notre confidentialité ou notre anonymat. Ces trois éléments – confidentialité, anonymat et autonomie – sont les principaux composants d'un subtil cocktail qu'on appelle « vie privée ».

Sans confidentialité, l'autogouvernance démocratique est impossible. Sans confidentialité, les gens ne peuvent discuter des affaires publiques avec ceux qu'il choisissent en excluant ceux avec qui ils ne souhaitent pas dialoguer. L'anonymat est nécessaire à la conduite d'une politique démocratique. Non seulement nous devons pouvoir choisir avec qui nous discutons de politique, mais nous devons aussi être capables de nous protéger des représailles contre l'expression de nos idées politiques. L'autonomie est viciée par l'invasion généralisée de la confidentialité et de l'anonymat. La libre prise de décision est impossible dans une société où chaque déplacement est surveillé, comme nous le démontreraient un bref regard sur la Corée du Nord, toute conversation avec ceux qui ont vécu les totalitarismes du 20^e siècle ou toute étude historique des réalités quotidiennes de l'esclavage aux États-Unis avant la guerre civile.

(à suivre...)

Notes

[1] *Launch on warning* est une option stratégique mise en œuvre par les États-Unis et l'URSS pendant la guerre froide. Elle consiste à lancer une attaque nucléaire en riposte à toute détection d'un lancement d'arme stratégique par l'adversaire, sans attendre l'explosion. Pour éviter les fausses alertes, la qualité du renseignement est évidemment primordiale.

[2] Moglen fait ici bien sûr allusion aux attentats du 11 septembre 2001.

[3] Foreign Intelligence Surveillance Act, Loi de surveillance du renseignement étranger, votée par le 50^e congrès en 1978.

[4] Auguste (adj.) : digne de vénération, en référence à l'empereur Auguste de l'Empire Romain, considéré d'ailleurs comme l'inventeur du renseignement organisé.

[5] groupe d'antifascistes dénonçant l'amitié entre les États-Unis et l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne juste avant le début de la Seconde Guerre mondiale, souvent accusés à tort d'être des agents communistes